

MINISTRE DE L'INTERIEUR

DIRECTIONS DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

SOUS-DIRECTION DES ETRANGERS
ET DE LA CIRCULATION TRANSFRONTIERES

LIB/ECT/2°B/JMM/ML/N°

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

à

MESDAMES ET MESSIEURS LES PREFETS

- ET A MONSIEUR LE PREFET DE POLICE -

NOR | 1 | N | T | D | 9 | 6 | 0 | 1 | 0 | 4 | 6 | 1 | 0 | C |

27 DEC. 1996

OBJET : Etrangers - Déconcentration de la procédure de délivrance de sauf-conduit aux réfugiés et apatrides statutaires.

REFER :

- Convention de Genève relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951 publiée au J.O. du 29 octobre 1954.
- Convention de New York du 28 septembre 1954 relative au statut des apatrides publiée au J.O. du 6 octobre 1960.
- Protocole relatif au statut des réfugiés du 31 janvier 1967, publié au J.O. du 18 avril 1971.
- Ma circulaire n° 68 du 28 février 1961.
- Ma circulaire n° 307 du 27 juin 1967.

RESUME :

Les statuts des réfugiés et apatrides ne permettent pas d'effectuer des voyages à destination des pays dont ils sont originaires. De tels déplacements peuvent cependant être autorisés, à titre exceptionnel, pour des raisons strictement humanitaires. Cette procédure, qui était jusque là centralisée par la Direction des libertés publiques et des affaires juridiques, sera désormais confiée aux préfetures de département.

ANNEXES :

- Une fiche statistique
- Une liste des numéros téléphoniques utiles de l'OFPPA

I - Le régime juridique de la circulation transfrontière des réfugiés et apatrides statutaires et étrangers placés sous protection (rappels)

Le régime de la circulation transfrontière des réfugiés et apatrides statutaires ainsi que celui des étrangers placés sous protection, est fixé conformément à la Convention de Genève du 28 juillet 1951 et à la Convention de New-York du 28 septembre 1954.

Ces Conventions prévoient que l'Etat d'accueil permette l'exercice de la liberté d'aller et venir qui comprend notamment le droit de quitter cet Etat. Cette liberté ne peut être limitée que par des dispositions de nature législative motivées par l'ordre et la sécurité publics. Les décisions judiciaires peuvent bien sûr limiter le droit de quitter la France.

Les conventions précitées ont prévu la mise en circulation de documents de voyages uniformes pour l'ensemble des Etats signataires. La validité territoriale de ces documents de voyage est en principe étendue à tous les pays. Le pays d'origine du réfugié est cependant exclu puisque celui-ci est réputé menacé par les autorités de son pays d'origine. Cette interdiction a été étendue au pays immédiatement limitrophe dans les cas d'une grande perméabilité des frontières (cf. l'exemple de la Thaïlande).

Les voyages dans le pays d'origine ou immédiatement voisin peuvent cependant être autorisés dans des cas exceptionnels pour des motifs d'ordre humanitaire. Ils s'effectuent dans ce cas sous le couvert d'un sauf-conduit délivré spécialement pour le voyage et pour une validité maximum de trois mois.

Les sauf-conduits sont revêtus d'un visa préfectoral de retour de manière à authentifier le droit au séjour du titulaire en France. Ils sont revêtus d'un visa de sortie si la demande émane d'un ressortissant à l'une des nationalités soumises à cette mesure.

L'intéressé remet temporairement son titre de séjour et son document de voyage (Titre de voyage de réfugié, Titre d'identité et de voyage ou Titre de voyage pour apatride) à l'autorité préfectorale..

La délivrance de ces sauf-conduits constitue une dérogation. Ces dérogations étaient jusqu'à présent accordées par autorisation expresse du bureau de la circulation transfrontière et des visas de la sous-direction des étrangers et de la circulation transfrontière à la Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques (DLPAJ), après saisine par les préfetures.

Dans le cadre d'une plus grande déconcentration des décisions ayant trait au séjour des étrangers en France, j'entends vous confier la pleine et entière décision pour traiter les demandes de sauf-conduits.

II - La nouvelle procédure de délivrance des sauf-conduits.

Le dépôt de la demande de sauf-conduit se fait à la préfecture du domicile du requérant. La demande est accompagnée de pièces pouvant justifier la dérogation demandée.

Il convient de s'assurer de la réalité du motif invoqué par tous les moyens utiles à cette fin tels que : attestations officielles ou sur l'honneur, télégrammes ou documents éventuellement traduits par un traducteur assermenté. Vous noterez sur ce point que les motifs d'ordre touristique, commerciaux ou professionnels ne donnent pas droit à l'obtention d'un sauf-conduit.

Dans les cas de voyage touristique, commercial ou professionnel, vous indiquerez au demandeur qu'il pourra retourner dans son pays d'origine après avoir renoncé à sa protection statutaire. Vous pouvez, le cas échéant, l'informer de la démarche à suivre auprès de l'OFPRA pour renoncer à cette protection. Dans le cas où il aurait bénéficié de ce statut pendant au moins trois ans, vous l'informerez qu'il bénéficie d'un droit au séjour en France même après avoir renoncé à la protection statutaire.

Dans tous les cas où vous délivrerez des sauf-conduits et particulièrement en cas de doute sur une demande, vous pourrez vous rapprocher de la direction géographique de l'OFPRA¹ pour apprécier les risques² encourus par le demandeur lors du voyage envisagé. Je vous rappelle cependant que la délivrance de ce document s'effectue sous votre seule responsabilité.

III - Les modalités pratiques

Avant chaque délivrance de sauf-conduit, vous saisirez les services départementaux de police (renseignements généraux, Direction départementale de la sécurité publique) et de gendarmerie ainsi que les services de la Direction de la Surveillance du Territoire pour vérifier qu'aucun obstacle lié à l'ordre public ou à la sécurité nationale n'empêche de délivrer le sauf-conduit. Vous attacherez la plus grande importance aux renseignements en votre possession en matière de proxénétisme, de terrorisme, de trafic de drogues et autres trafics illicites.

Par ailleurs des renseignements relatifs à des activités délictueuses mais n'ayant pas encore entraîné de poursuites ou des demandes répétées et rapprochées dans le temps vous conduiront à redoubler de vigilance dans l'appréciation des dossiers. Vous vous rapprocherez également de la préfecture du domicile précédent, en cas de déménagement récent du demandeur, pour recueillir toutes les informations dont elle dispose.

¹ Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides
45, rue Maximilien Robespierre
94136 FONTENAY-SOUS-BOIS CEDEX (cf. annexe)

² Il peut s'agir notamment d'un emprisonnement par les autorités locales, d'une confiscation du sauf-conduit ou d'un refus d'entrée dans le pays d'origine

Vous disposez d'un large pouvoir d'appréciation en matière de délivrance de sauf-conduits. Les voyages vers le pays d'origine ne sont qu'une tolérance à des fins humanitaires et ne constituent pas un droit pour ces personnes statutairement protégées. Dans le cas où vous seriez interrogé sur les raisons qui vous ont amené à refuser la délivrance d'un sauf-conduit, vous indiquerez simplement au requérant que sa qualité de réfugié s'oppose à ce qu'il puisse retourner dans le pays où il est menacé.

Vous tiendrez manuellement un registre des délivrances ainsi que des statistiques mensuelles par nationalité. Vous transmettez ces données à la DLPAJ/ECT/MISStat/ chaque semestre.

Au moment de la délivrance des sauf-conduits, vous complétez le document-type contre remise temporaire du titre de séjour et du document de voyage. Ce document est individuel et ne peut pas comporter de mention d'enfant. Vous y apposez les visas préfectoraux nécessaires. La validité de ce document est de trois mois maximum (sans jamais dépasser la validité du titre de séjour) mais vous pouvez cependant moduler le droit au retour par une validité éventuellement plus courte du visa préfectoral de retour. La délivrance d'un sauf-conduit est assujettie à la perception d'un droit de 50 francs (article 953 du code général des impôts).

Vous notifierez mensuellement les délivrances de sauf-conduits à l'OFPRA de manière à permettre à cet organisme d'actualiser les dossiers individuels des réfugiés et apatrides.

Vous serez informé par mes services de l'évolution éventuelle de la politique de certains pays qui pourraient permettre des voyages exploratoires en dehors des cas strictement humanitaires.

Ce dispositif est applicable à compter du 1er janvier 1997.

Je vous demande d'appliquer avec rigueur les présentes instructions et de me tenir informé de toute difficulté qu'elles pourraient soulever.

Pour le ministre de l'intérieur
et par délégation,
le directeur des libertés publiques
et des affaires juridiques


Jean-Paul FAUGERE

DEPARTEMENT:

	Mois de	Mois de	Mois de	Mois de	Mois de	Mois de	Total Période
NATIONALITES							"
A- REFUGIES ET APATRIDES							
STATUTAIRES							
B- ETRANGERS SOUS PROTECTION							
TOTAL GENERAL							

ANNEXE2

Renseignements utiles relatifs à
l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides
(O.F.P.R.A.)
45, rue Maximilien Robespierre
94136 FONTENAY-SOUS-BOIS - CEDEX

- Secrétaire général : Tél. : 01 49 74 18 91
Fax : 01 49 74 13 21

- Division Europe : Tél. : 01 49 74 13 50
(Europe + Bassin méditerranéen Fax : 01 49 74 19 97
+ Iran + Irak + Afghanistan)

- Division Asie : Tél. : 01 49 79 13 47
Fax : 01 49 74 19 18

- Division Afrique-Amériques : Tél. : 01 49 74 13 67
Fax : 01 49 74 19 87

- Division affaires juridiques : Tél. : 01 49 74 13 72
Fax : 01 49 74 19 54

- Division protection : Tél. : 01 49 74 18 76
Fax : 01 49 74 19 97